

Quatrième rencontre

entre les recteurs d'académie
et les ministres de l'éducation
des Länder allemands

Vierte Konferenz

der Kultusminister der deutschen
Länder und der französischen
Recteurs d'académie

Paris, la Sorbonne
2 novembre 2009



DER BEVOLLMÄCHTIGTE
DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND
FÜR KULTURELLE ANGELEGENHEITEN
IM RAHMEN DES VERTRAGES ÜBER DIE
DEUTSCH-FRANZÖSISCHE
ZUSAMMENARBEIT



www.fpiued.org



SOMMAIRE

FRANÇAIS

Les rencontres entre les recteurs d'académie et les ministres de l'éducation des Länder	3
Le rôle du plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne pour les relations culturelles avec la France	4
Le rôle de la conférence permanente des ministres de l'éducation des Länder (KMK)	5
La coopération franco-allemande dans le domaine éducatif	6
Le manuel d'histoire franco-allemand	8
Les classes « bilangues »	10
La certification de niveau de compétences en allemand	12
Le label d'excellence « CertiLingua »	14
Biographie de Luc Chatel	17
Biographie de Klaus Wowereit	19

DEUTSCH

Die Treffen der Recteurs d'académie mit den Kultusministern der Länder	21
Die Rolle des Bevollmächtigten der Bundesrepublik Deutschland für die deutsch-französische kulturelle Zusammenarbeit	22
Die Rolle der Ständigen Konferenz der Kultusminister der Länder (KMK)	23
Die deutsch-französische Zusammenarbeit im Bildungsbereich	24
Das deutsch-französische Geschichtsbuch	26
Die „classes bilangues“	28
Die Zertifizierung von Kompetenzstufen in Deutsch als Fremdsprache	30
Das Exzellenzlabel „CertiLingua“	32
Biografie von Luc Chatel	35
Biografie von Klaus Wowereit	37

ANNEXE

Les partenariats entre académies et Länder	39
Infos pratiques	48

FRANÇAIS





Les rencontres entre les recteurs et les ministres de l'éducation des Länder

Le principe de rencontres régulières entre les autorités éducatives des deux pays fait partie des mesures adoptées par le conseil des ministres franco-allemand du 26 octobre 2004 à Berlin.

Les **trois premières rencontres** se sont tenues en présence et sous la présidence du ministre français de l'Éducation nationale et du plénipotentiaire allemand :

- > la première, le **12 novembre 2004** à Sarrebruck : cette rencontre a été l'occasion de présenter aux recteurs et aux responsables éducatifs allemands le plan stratégique (dit « Plan de Sarrebruck ») pour la langue du partenaire décidé par le conseil des ministres franco-allemand du 26 octobre 2004 à Berlin ;
- > la deuxième, le **11 mai 2006** à Strasbourg : présentation du manuel d'histoire franco-allemand, signature du nouvel arrangement administratif sur l'AbiBac, premier bilan des mesures prises en faveur de la langue du partenaire ;
- > la troisième, les **13 et 14 décembre 2007** à Berlin : présentation de la maquette du deuxième volume du manuel d'histoire franco-allemand, bilan sur la langue du partenaire, réflexion sur la mobilité des enseignants.

Toutes les académies et tous les Länder allemands entretiennent des liens étroits.

Vingt-trois académies ont signé un accord de partenariat avec un Land ou plusieurs Länder.

Les coopérations portent essentiellement sur les échanges d'élèves et d'enseignants, des actions communes de formation continue d'enseignants, des rencontres de cadres de l'éducation, des échanges de bonnes pratiques, le soutien à la langue du partenaire.

La **quatrième réunion** – celle de ce jour – se déroule à un moment où un certain nombre de projets et d'actions, notamment ceux qui ont été décidés en 2004 en faveur de la langue du partenaire et de la mobilité franco-allemande, ont produit des effets positifs mais doivent être remis en perspective. Ce sera l'objet de la première partie de la réunion.

L'après-midi est consacrée à un échange autour d'exemples de bonnes pratiques et d'actions innovantes présentées en tandem par les partenaires régionaux (académies et Länder), qui, en fin de journée, pourront se rencontrer en tête-à-tête afin d'échanger sur leurs projets communs.



Le rôle du plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne pour les relations culturelles avec la France

La fonction de plénipotentiaire a été créée par le traité sur la coopération franco-allemande (traité de l'Élysée) conclu le 22 Janvier 1963 entre la République fédérale d'Allemagne et la République française. Le ministre français de l'Éducation nationale rencontre, comme prévu dans le traité, « la personnalité qui sera désignée du côté allemand pour suivre le programme de coopération sur le plan culturel » (article premier, 3a). Cette personnalité est choisie tous les quatre ans parmi les ministres-présidents allemands.

Sur proposition de la conférence des ministres-présidents, le gouvernement fédéral a nommé, le 1^{er} janvier 2007, Klaus Wowereit plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne chargé des affaires culturelles dans le cadre du traité sur la coopération franco-allemande. Klaus Wowereit exercera cette fonction, parallèlement à celle de bourgmestre régnant de Berlin, jusqu'à la fin de l'année 2010.

Klaus Wowereit représente, au rang de ministre fédéral, la République fédérale d'Allemagne dans les questions relatives à l'éducation et à la culture face aux ministres français responsables de ces domaines, notamment à l'occasion du conseil des ministres franco-allemand qui se réunit tous les six mois. Il travaille en concertation avec les Länder et le gouvernement fédéral ainsi qu'en collaboration avec de nombreux partenaires.

En vertu de la convention du 6 février 1969 passée entre les Länder et la République fédérale, deux unités de travail soutiennent le plénipotentiaire dans l'exercice de ses fonctions : le bureau II, rattaché à la chancellerie du Sénat du Land de Berlin et le bureau I, relié au service culturel du ministère des Affaires étrangères, dont le directeur est adjoint au plénipotentiaire.



Le rôle de la conférence permanente des ministres de l'éducation des Länder (KMK)

La conférence permanente des ministres de l'éducation des Länder (KMK) est une assemblée des ministres et sénateurs des Länder en charge de la formation, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que des affaires culturelles.

Elle a été créée en 1948, soit avant la création de la République fédérale d'Allemagne.

Après la réunification allemande, les Länder de l'ex-RDA ont rejoint cette organisation.

L'une de ses missions principales est d'assurer, par le consensus et la coopération entre ses membres, les conditions de la plus grande mobilité possible, sur l'ensemble du territoire allemand, des élèves, des étudiants, des enseignants et des chercheurs.

Elle est un instrument important de la représentation des intérêts et des objectifs des Länder auprès de l'État fédéral (Bund) et de l'Union européenne.

Elle constitue également une interface entre le Bund et les Länder pour les questions de politique internationale et européenne dans le domaine éducatif.

Elle met enfin en œuvre la coordination entre le Bund et les Länder dans le domaine de la formation professionnelle, dont la partie en entreprise relève du Bund et la partie scolaire des Länder.



La coopération franco-allemande dans le domaine éducatif

Structurée par le traité de l'Élysée du 22 janvier 1963, la coopération franco-allemande dans le domaine scolaire a été relancée à l'occasion du quarantième anniversaire de ce traité en 2003.

STRUCTURES ET OUTILS

De nombreuses **instances de rencontre et de concertation** sont issues du traité de l'Élysée : conseils des ministres franco-allemands, commissions d'experts pour l'enseignement général et pour la formation professionnelle, groupes de travail ad hoc.

L'Allemagne a également créé la fonction de **plénipotentiaire** pour les relations culturelles avec la France afin que les ministres français en charge de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture aient un interlocuteur unique, mandaté pour représenter à la fois le niveau fédéral et les Länder dans les domaines éducatif et culturel. Depuis le 1^{er} janvier 2007 et jusqu'au 31 décembre 2010, le plénipotentiaire est M. **Klaus Wowereit**, maire de Berlin.

L'**Office franco-allemand pour la jeunesse** (OFAJ) a permis, depuis sa création en 1963, à près de huit millions de jeunes de séjourner dans le pays voisin.

Pour l'**enseignement professionnel**, le « secrétariat franco-allemand », basé à Sarrebruck, met en œuvre le **programme franco-allemand d'échanges en formation professionnelle** pour les élèves et les apprentis : environ 2 000 jeunes Français et 2 000 jeunes Allemands en bénéficient chaque année. Ce programme fêtera son trentième anniversaire en 2010.

Les **coopérations décentralisées** sont, enfin, un cadre approprié pour la mise en œuvre des programmes de mobilité, d'échanges et de projets communs. La majorité des académies ont lié un **partenariat avec un Land** allemand afin de structurer leurs actions communes. Les **rencontres entre les recteurs et les ministres de l'éducation** des Länder permettent d'intensifier cette coopération.

AXES ET RÉSULTATS

Les axes principaux de la coopération franco-allemande sont la promotion de la **langue du partenaire**, le développement de la **mobilité** et le **rapprochement des systèmes scolaires**.

Dans le domaine de la **langue**, les mesures décidées lors du conseil des ministres franco-allemand du 26 octobre 2004 (« Plan de Sarrebruck »)



ont commencé à porter leurs fruits : en France, depuis la rentrée scolaire 2007, pour la première fois depuis vingt ans, les effectifs des élèves apprenant l'allemand dans le second degré sont en hausse, malgré un contexte de baisse de la démographie scolaire dans le second degré.

Les dispositifs « spécifiques » connaissent par ailleurs, depuis 2004, un développement rapide : classes « bilangues », sections AbiBac, sections européennes.

La **mobilité** concerne à la fois l'enseignement général et l'enseignement professionnel :

- > **enseignement général** : outre les programmes développés par l'Office franco-allemand pour la jeunesse, le ministère de l'Éducation nationale soutient des programmes d'échanges ou de séjour dans le pays partenaire, notamment : possibilité pour un élève titulaire de la certification d'allemand de niveau B1 d'effectuer un séjour dans le pays partenaire (programme « Heinrich Heine »), possibilité de validation d'une année de seconde passée en Allemagne, programmes de mobilité pour les enseignants (professeurs des écoles, séjours professionnels de courte durée, programme « Jules Verne ») ;
- > **formation professionnelle** : le conseil des ministres franco-allemand du 26 avril 2005 a fixé pour objectif une augmentation de 50 % du nombre des échanges mis en œuvre dans ce domaine d'ici 2010. Cet objectif est en cours de réalisation.

Le **rapprochement des systèmes éducatifs** s'opère selon plusieurs modalités : journée franco-allemande tous les 22 janvier, délivrance simultanée du baccalauréat et de l'Abitur (AbiBac), comparabilité des diplômes professionnels français et allemands, projet de construction de références professionnelles partagées.

Il convient de mentionner tout particulièrement le **manuel d'histoire franco-allemand** publié conjointement, dans les deux langues, par les éditions Nathan et Klett.

Le premier volume (programme de terminale) et le deuxième volume (classe de première) ont été publiés respectivement en 2006 et 2008.

Le troisième volume (classe de seconde) sera publié en 2010 pour une utilisation à partir de la rentrée 2010.

Avec cet outil unique au monde, les élèves des deux pays peuvent étudier l'histoire européenne et mondiale dans le même ouvrage.



Le manuel d'histoire franco-allemand

L'HISTOIRE...

Le projet, présenté au Président de la République française et au Chancelier allemand par le Parlement des jeunes à Berlin le 23 janvier 2003, à l'occasion du quatième anniversaire du traité de l'Élysée, a été confirmé par la conférence des ministres-présidents allemands le 26 juin 2003 à Berlin ainsi que lors de la première rencontre des Länder et des régions françaises les 27 et 28 octobre 2003 à Poitiers.

Un comité de pilotage, composé d'historiens des deux pays, a été constitué. Les chefs de file en sont, pour la partie française, M. Jean-Louis Nembrini, inspecteur général de l'Éducation nationale et directeur général de l'enseignement scolaire, et, pour la partie allemande, M. Rainer Seider, directeur du bureau II du plénipotentiaire chargé des relations culturelles avec la France.

Ce comité a élaboré un cahier des charges, sur la base duquel un appel à manifestation d'intérêt a été lancé au quatrième trimestre 2004. Au terme de cet appel, ce sont les éditions Nathan et Klett, travaillant en tandem, qui ont pris en charge la réalisation de l'ouvrage.

...D'UN OBJET UNIQUE...

Il s'agit de réaliser un manuel d'histoire commun en trois volumes pour les trois classes du lycée (*gymnasiale Oberstufe* en Allemagne), présentant le même contenu dans les deux pays, et largement conforme aux programmes nationaux.

Le manuel est proposé, en français en France et en allemand en Allemagne, au choix des établissements exactement comme les autres manuels disponibles. Il n'est pas réservé aux élèves étudiant la langue du partenaire.

Ce manuel représente une évolution très significative de l'enseignement de l'histoire dans les lycées car celui-ci reste essentiellement marqué par la tradition nationale.

Il constitue le seul exemple, à ce jour, de manuel scolaire commun à deux pays. Il a connu, à ce titre, un large écho au-delà même des frontières françaises et allemandes.

Il est le seul manuel scolaire homologué dans les seize Länder allemands.

...EN TROIS VOLUMES

Les trois tomes du manuel sont consacrés aux périodes allant respectivement :

- > de l'Antiquité au Romantisme pour la classe de seconde ;
- > de 1815 à 1945 pour la classe de première ;
- > de 1945 à nos jours pour la classe terminale.

Les deux premiers volumes (classes de première et terminale) ont été respectivement publiés en 2006 et 2008.

Le troisième (classe de seconde) paraîtra dans les deux pays en 2010 en vue d'une utilisation dans les classes à la rentrée 2010.



Les classes “bilangues”

UN OBJECTIF ATTEINT ET DÉPASSÉ

Les classes « bilangues » allemand-anglais en sixième et en cinquième ont connu un développement bien supérieur à celui prévu dans le plan de relance de l'enseignement de la langue du partenaire en novembre 2004.

En effet, alors que l'objectif était d'augmenter leur nombre de 50 % entre 2004 et 2009, elles ont, en fait, été multipliées de 110 % entre l'année scolaire 2004-2005 et l'année scolaire 2008-2009. Elles étaient au nombre de 2 484 en septembre 2008. Le nombre d'élèves inscrits dans ces classes est passé dans la même période de 29 155 à 64 544, soit une augmentation de 121 %.

Ces classes s'implantent quasiment dans toutes les régions, à l'exception de quelques académies hors métropole. Et même si l'importance de leur implantation varie selon la situation géographique, toutes les académies utilisent les classes « bilangues » comme levier essentiel pour la relance de l'enseignement de l'allemand en France.

L'ATTRAIT DE CE DISPOSITIF

Ce dispositif a le mérite de ne plus contraindre les élèves et les familles à un choix entre l'allemand et l'anglais au début de l'enseignement secondaire. Les élèves peuvent poursuivre l'apprentissage de l'allemand commencé à l'école primaire sans craindre de ne pas atteindre le niveau de compétences nécessaire en anglais. Dans d'autres cas, encore plus fréquents, la possibilité offerte aux élèves de débiter l'étude de l'allemand dès la classe de sixième, parallèlement à la poursuite de l'apprentissage de l'anglais, est une opportunité que saisissent de nombreuses familles. La présence de ce dispositif dans un très grand nombre d'établissements (36 % des collèges) contribue fortement à la promotion de l'enseignement de l'allemand.

DES EFFETS POSITIFS SUR LE NOMBRE D'ÉLÈVES ÉTUDIANT L'ALLEMAND

Cet effort en faveur des classes « bilangues » allemand-anglais a des effets positifs sur le nombre d'élèves étudiant l'allemand. Ainsi, alors que le pourcentage d'élèves germanistes a fléchi légèrement dans l'ensemble de l'enseignement secondaire (-0,2 %) entre 2004 et 2008, le pourcentage d'élèves de sixième étudiant l'allemand a progressé dans la même période.



DES CONSÉQUENCES IMPORTANTES SUR LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ALLEMAND ET LES COMPÉTENCES DES ÉLÈVES

Pendant l'année scolaire 2008-2009, 71,2 % des élèves étudiant l'allemand à l'entrée dans l'enseignement secondaire suivaient aussi un enseignement simultané de l'anglais. Cette évolution a des effets manifestes sur la qualité de l'enseignement dispensé. Ainsi une réflexion importante sur la didactique de l'allemand a été lancée pour tirer les conséquences pédagogiques de la situation créée par les classes « bilangues ». La prise en compte de l'apprentissage simultané des deux langues devient progressivement l'un des fils conducteurs de la pédagogie de l'enseignement de l'allemand, tant sur les plans linguistique que méthodologique. Cette réflexion s'effectue dans le cadre d'un partenariat franco-allemand, notamment via l'Institut Goethe de Paris qui a permis des contacts et des échanges avec des chercheurs et didacticiens allemands.

On perçoit déjà les premiers effets de ce dispositif sur le niveau de compétences des élèves. Les évaluations effectuées par plusieurs académies auprès d'élèves de troisième en allemand et en anglais montrent de façon convergente que les élèves issus des classes « bilangues » allemand-anglais atteignent un niveau de compétences supérieur dans les deux langues à celui de leurs camarades ayant étudié l'une de ces langues comme première langue vivante étrangère et n'ayant débuté l'autre langue qu'en classe de quatrième. C'est une évidence, s'agissant de la langue commencée en sixième au lieu de la quatrième. Il est remarquable que ce soit aussi le cas pour l'autre langue commencée au même moment dans les deux cas.

La certification de niveau de compétences en allemand

UNE INTRODUCTION RÉUSSIE

Depuis l'année scolaire 2005-2006, une certification de compétences en allemand aux niveaux A2 et B1 du *Cadre européen commun de référence pour les langues* est proposée aux élèves volontaires de troisième et de seconde. Cette certification est gratuite pour les élèves et son coût est supporté par le ministère de l'Éducation nationale. La certification proposée est le *Deutsches Sprachdiplom* de la Conférence permanente des ministres de l'éducation des Länder (KMK).

La progression du nombre de candidats a été régulière et rapide : 8 400 en 2006, 12 600 en 2007, 16 500 en 2008, 19 500 en 2009. Les candidats représentaient en 2009 environ 17 % des élèves de troisième et 32 % des élèves de seconde étudiant l'allemand comme LV1.

L'intérêt des établissements scolaires, des professeurs et des élèves pour cette certification est très important. Le rythme de la progression quantitative est déterminé par le souci de la qualité : la formation spécifique des professeurs à l'évaluation de ces épreuves est indispensable.

UN LEVIER PARTICULIER POUR LA PROMOTION DE L'ALLEMAND ET L'AMÉLIORATION DE L'ENSEIGNEMENT


La certification de compétences en allemand se distingue assez nettement de celle proposée dans d'autres langues (anglais et espagnol) :

- > elle est proposée à tous les élèves étudiant l'allemand et n'est pas réservée à ceux suivant un cursus particulier ;
- > la KMK délègue au ministère français de l'éducation la responsabilité de faire passer l'ensemble des épreuves et de faire évaluer les prestations des candidats par des professeurs formés à cet effet ; le principe de confiance mutuelle y est mis en œuvre de façon conséquente.

DES EFFETS POSITIFS ÉVIDENTS


Le succès de l'introduction de la certification se manifeste dans plusieurs aspects :

- > l'objectif est largement atteint : valoriser les réussites individuelles des élèves apprenant l'allemand et rendre visible l'efficacité de l'enseignement de cette langue. L'image de cette discipline profite du taux élevé de réussite des candidats, fortement souligné dans les différentes académies : plus de 80 % font la preuve du niveau B1 dans au moins une activité langagière en classe de seconde ;

- 
- > les effets positifs sur les pratiques d'enseignement sont nombreux : augmentation de l'entraînement à l'expression orale en continu et développement de la compréhension de l'oral. Ces évolutions sont perceptibles dans les classes directement concernées par la certification mais semblent dépasser ce seul cadre, grâce à la formation et à l'information largement diffusées auprès des enseignants d'allemand ;
 - > l'expertise développée chez un très grand nombre de professeurs d'allemand lors de la préparation et de la mise en œuvre de la certification permet une amélioration générale des pratiques d'évaluation.

UNE COHÉRENCE AVEC LES ÉVOLUTIONS DE L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES VIVANTES EN FRANCE

La certification en allemand accompagne et favorise des avancées dans l'enseignement des langues vivantes en France. L'exemple le plus marquant est la transformation en 2009 de la certification d'un niveau global B1 ou A2 en une certification du profil linguistique, rendant compte du niveau de compétences B1 ou A2 dans chaque activité langagière. Ceci est cohérent avec les orientations fondamentales du *Cadre européen commun de référence pour les langues* et avec les évolutions souhaitées dans l'enseignement des langues vivantes en France (prise en compte des aptitudes réelles des élèves pour conduire une progression dans chaque activité langagière, groupes de compétences, etc.).



Le label d'excellence CertiLingua

CERTILINGUA, LABEL DE COMPÉTENCES PLURILINGUES, EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

Ce label atteste la maîtrise de deux langues vivantes au niveau B2 du cadre européen commun de référence pour les langues vivantes, dont une langue dans le contexte d'un enseignement en langue étrangère d'une discipline non linguistique (DNL), ainsi que des compétences opérationnelles interculturelles acquises dans le cadre de projets européens et internationaux. Il s'ajoute au diplôme national de fin d'études secondaires. L'objectif de ce label est de permettre aux élèves diplômés d'accéder plus facilement à des cursus internationaux et de leur ouvrir des perspectives professionnelles dans le contexte européen et international.

UN LABEL EUROPÉEN

Ce label, déjà existant dans un nombre croissant d'établissements issus de différents pays européens : Allemagne, Autriche, Finlande, Italie, Pologne, République tchèque, est proposé depuis la rentrée 2009 dans trois académies du Nord et de l'Est de la France. En mai 2009, le ministère de l'Éducation nationale français a signé le mémorandum qui entérine l'entrée de la France dans le projet. Ainsi, ce sont en tout six lycées (quatre dans l'académie de Lille, un dans l'académie de Besançon et un dans l'académie de Nancy-Metz) qui préparent leurs élèves à ce label.

CERTILINGUA EN FRANCE

En France, ce label est proposé aux sections européennes pour le couple de langues anglais-allemand particulièrement efficace pour créer une synergie des apprentissages. Ce label s'inscrit ainsi directement dans la lignée des classes bilingues anglais-allemand. Il contribuera, en donnant une plus grande cohérence au cursus collège/lycée à renforcer la place de l'allemand au lycée. En Allemagne, particulièrement en Rhénanie du Nord-Westphalie qui compte plus de vingt établissements CertiLingua, ce label a permis de renforcer la position du français, en incitant les élèves à continuer l'apprentissage de cette langue.



DES COMPÉTENCES OPÉRATIONNELLES POUR UNE EUROPE PLURILINGUE

Ce label permet de motiver et fédérer les élèves autour d'un projet qui s'étale sur leurs trois années de lycée. Les lycéens s'appliquent ainsi à renforcer leurs compétences linguistiques dans les quatre compétences langagières (production écrite et orale, compréhension de l'écrit et de l'oral) mais aussi à développer des compétences européennes et internationales selon le *Common Framework for Europe Competence* (CFEC). À côté de savoirs sur l'Europe, ils devront faire preuve de compétences opérationnelles en tant que citoyen d'une Europe plurilingue, évaluées dans le cas d'une rencontre scolaire, d'une participation à un projet international, d'un stage en entreprise ou d'un échange international (par exemple un semestre ou une année d'échange individuel).



Luc CHATEL

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT - **FRANCE**



DATE DE NAISSANCE

Né le 15 août 1964 à Bethesda - États-Unis

FONCTIONS ÉLECTIVES

- depuis mars 2008 Maire de Chaumont (Haute-Marne)
- depuis 2002 Député de la Haute-Marne, membre de la commission des affaires économiques
Réélu en 2007
- depuis 1998 Conseiller régional de Champagne-Ardenne
- 1998 - 2004 Vice-président du conseil régional de Champagne-Ardenne
- 1996 - 2001 Conseiller municipal de Chaumont - Haute-Marne
- 1993 - 1995 Conseiller municipal de Bayard-sur-Marne - Haute-Marne

FONCTIONS MINISTÉRIELLES

- depuis juin 2009 Ministre de l'Éducation nationale, Porte-parole du Gouvernement
- mars 2008 - juin 2009 Secrétaire d'État chargé de l'Industrie et de la Consommation, auprès de la ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, Porte-parole du Gouvernement
- juin 2007 - mars 2008 Secrétaire d'État chargé de la Consommation et du Tourisme

FONCTIONS POLITIQUES

- mars 2004 - juin 2007 Porte-parole de l'UMP



Klaus WOWEREIT

PLÉNIPOTENTIAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
POUR LES RELATIONS CULTURELLES AVEC LA FRANCE,
MAIRE DE BERLIN - **ALLEMAGNE**



DATE DE NAISSANCE

Né à Berlin le 1^{er} octobre 1953 ; célibataire

JURISTE

1973	Baccalauréat (Abitur) au lycée Ulrich-von-Hutten à Berlin
1973 à 1979	Études de droit à l'Université libre de Berlin
1979	Examen d'État de fin d'études supérieures
1979 à 1984	Membre (SPD) du conseil municipal d'arrondissement de Berlin-Tempelhof
1981	Deuxième examen d'État de droit
1981 à 1984	Conseiller d'administration (Regierungsrat) au Département de l'Intérieur de Berlin, président du groupe parlementaire SPD au conseil municipal de Berlin-Tempelhof
1984 à 1995	Maire adjoint chargé de l'éducation populaire et de la culture à Berlin-Tempelhof
depuis 1995	Membre de la Chambre des députés de Berlin
1995 à 1999	Vice-président du groupe parlementaire SPD à la Chambre des députés de Berlin
1999 à 2001	Président du groupe parlementaire SPD à la Chambre des députés de Berlin
Depuis le 16/6/2001	Bourgmestre régnant de Berlin
Depuis le 1/1/2007	Plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne chargé des affaires culturelles dans le cadre du traité sur la coopération franco-allemande

AFFILIATIONS

Membre du Parti social-démocrate d'Allemagne (Sozialdemokratische Partei Deutschlands - SPD) ; membre du Bureau du SPD pour le Land de Berlin ; délégué au congrès du parti au niveau du district et du Land

Membre de l'Œuvre sociale pour les travailleurs (AWO)

Membre de l'Académie européenne

Membre des Amis de l'école Bruno-H.-Bürgel

Membre des Amis du lycée Ulrich-von-Hutten

Membre de l'Association de propriétaires fonciers Berlin-Lichtenrade

Membre de la Fondation Bernhard-Heiliger

Membre de l'Association pour l'Art et la Culture de Tempelhof

Membre du syndicat "Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft" (ver.di)

DEUTSCH





Die Treffen der Recteurs d'académie mit den Kultusministern der Länder

Das Prinzip regelmäßiger Treffen zwischen den Bildungsinstanzen der beiden Länder gehört zu den Maßnahmen, die von dem Deutsch-Französischen Ministerrat am 26. Oktober 2004 in Berlin verabschiedet wurden.

Die **ersten drei Treffen** fanden unter Anwesenheit und unter dem Vorsitz des französischen Bildungsministers und des deutschen Kulturbefehlshabers statt:

- > 1. Treffen am **12. November 2004** in Saarbrücken: Anlässlich dieser Begegnung wurde den französischen Recteurs d'académie (Leiter der französischen Schulverwaltungsbezirke) und den deutschen Bildungsbeauftragten das von dem Deutsch-Französischen Ministerrat am 26. Oktober 2004 in Berlin verabschiedete Strategiepapier für die jeweilige Partnersprache vorgestellt.
- > 2. Treffen am **11. Mai 2006** in Straßburg: Präsentation des deutsch-französischen Geschichtsbuchs, Unterzeichnung des neuen Angebots des Doppelabschlusses AbiBac, erste Bilanz der Maßnahmen zugunsten der Partnersprache.
- > 3. Treffen am **13. und 14. Dezember 2007** in Berlin: Präsentation des Entwurfs für den zweiten Band des deutsch-französischen Geschichtsbuchs, Bilanz in Bezug auf die Partnersprache, Überlegungen zur Mobilität der Lehrkräfte.


Alle französischen académies (Schulverwaltungsbezirke) und alle deutschen Länder unterhalten enge Beziehungen zueinander.

23 académies haben mit einem oder mehreren Bundesländern ein Partnerschaftsabkommen unterzeichnet.

Die Zusammenarbeit findet hauptsächlich im Bereich Schüler- und Lehreraustausch, gemeinsame Maßnahmen zur Weiterbildung von Lehrkräften, Treffen von leitenden Bildungsbeauftragten, Austausch über „best practices“ und Förderung der jeweiligen Partnersprache statt.

Das **vierte Treffen** – das des heutigen Tages – findet zu einem Zeitpunkt statt, an dem eine Reihe von Projekten und Maßnahmen zugunsten der Partnersprache und der deutsch-französischen Mobilität (wie insbesondere die 2004 verabschiedeten) positive Ergebnisse erbracht haben, aber in Hinblick auf die Zukunft neu ausgerichtet werden müssen. Der erste Teil des Treffens beschäftigt sich mit dieser Thematik.

Der Nachmittag dient dem Austausch rund um „best practices“ und innovative Aktionen, die von den Regionalpartnern (académies und Länder) im Team vorgestellt werden. Diese können sich dann am Ende des Tages zu einem vertraulichen Gespräch treffen, um sich über ihre gemeinsamen Projekte auszutauschen.



Die Rolle des Bevollmächtigten der Bundesrepublik Deutschland für die deutsch-französische kulturelle Zusammenarbeit

Das Amt des Bevollmächtigten wurde am 22. Januar 1963 durch den zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik abgeschlossenen Vertrag über die deutsch-französische Zusammenarbeit (Elysée-Vertrag) geschaffen. Der französische Bildungsminister trifft sich nach Artikel I, Abs. 3a des Vertrags „mit derjenigen Persönlichkeit, die auf deutscher Seite benannt wird, um die Ausführungen des Programms der Zusammenarbeit auf kulturellem Gebiet zu verfolgen“. Diese Persönlichkeit ist jeweils für vier Jahre ein deutscher Ministerpräsident.

Auf Vorschlag der Ministerpräsidentenkonferenz hat die Bundesregierung am 1. Januar 2007 Klaus Wowereit zum „Bevollmächtigten der Bundesrepublik Deutschland für kulturelle Angelegenheiten im Rahmen des Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit“ ernannt. Klaus Wowereit wird diese Funktion parallel zu seinem Amt als Regierender Bürgermeister von Berlin bis zum Ende des Jahres 2010 ausüben.

Klaus Wowereit vertritt Deutschland – im Rang eines Bundesministers – in bildungspolitischen und kulturellen Angelegenheiten insbesondere gegenüber den für Kultur und Bildung zuständigen französischen Ministern unter anderem bei den halbjährlich stattfindenden Deutsch-Französischen Ministerräten. Er arbeitet im Einvernehmen mit den Ländern und der Bundesregierung und in Zusammenarbeit mit zahlreichen weiteren Partnern.

Den Bevollmächtigten unterstützen laut Bund-Länder-Vereinbarung vom 6. Februar 1969 neben dem so genannten „Büro II“ in der Senatskanzlei des Landes Berlin das „Büro I“ in der Kulturabteilung des Auswärtigen Amts, deren Leiter dem Bevollmächtigten beigeordnet ist.



Die Rolle der ständigen Konferenz der Kultusminister der Länder (KMK)

Die Kultusministerkonferenz ist ein Zusammenschluss der für Bildung und Erziehung, Hochschulen und Forschung sowie kulturelle Angelegenheiten zuständigen Minister bzw. Senatoren der Länder.

Sie wurde im Jahre 1948, also noch vor der Konstituierung der Bundesrepublik Deutschland, gegründet.

Nach der Wiedervereinigung traten die Kultusminister der Länder der ehemaligen DDR der Kultusministerkonferenz bei.

Eine ihrer wesentlichen Aufgaben besteht darin, durch Konsens und Kooperation zwischen ihren Mitgliedern in ganz Deutschland für die Lernenden, Studierenden, Lehrenden und wissenschaftlich Tätigen das erreichbare Höchstmaß an Mobilität zu sichern.

Die Kultusministerkonferenz ist ein wichtiges Instrument für die Vertretung der gemeinsamen Interessen und Ziele der Länder gegenüber dem Bund und der Europäischen Union.

Sie ist zugleich auch ein Instrument partnerschaftlicher Zusammenarbeit der Länder mit dem Bund im Bereich internationale und europäische Bildungspolitik.

Schließlich sorgt sie für die notwendige Abstimmung zwischen Bund und Ländern im Bereich berufliche Bildung, da die Regelung der Ausbildung in den Betrieben Sache des Bundes ist, während die Berufsbildung in den Schulen in die Kompetenz der Länder fällt.



Die deutsch-französische Zusammenarbeit im Bildungsbereich

Der durch den Elysée-Vertrag vom 22. Januar 1963 strukturierten deutsch-französischen Zusammenarbeit im Bildungsbereich wurden anlässlich des 40. Jahrestags dieses Vertrags im Jahr 2003 neue Impulse gegeben.

STRUKTUREN UND WERKZEUGE

Zahlreiche **Instanzen zur Begegnung und gegenseitigen Absprache** sind aus dem Elysée-Vertrag hervorgegangen: Deutsch-Französische Ministerräte, Expertenkommissionen für das allgemeine Schulwesen und die berufliche Bildung, Ad-hoc-Arbeitsgruppen.

Deutschland hat auch das Amt des **Bevollmächtigten** für die deutsch-französische kulturelle Zusammenarbeit geschaffen, damit die für Bildung, Hochschulwesen und Kultur zuständigen französischen Minister einen einzigen Gesprächspartner haben, der sowohl den Bund als auch die Länder in den Bereichen Bildung und Kultur vertritt. Seit Januar 2007 und bis zum 31. Dezember 2010 hat der Regierende Bürgermeister von Berlin, **Klaus Wowereit**, das Amt des Bevollmächtigten inne.

Das **Deutsch-Französische Jugendwerk** (DFJW) hat seit seiner Gründung im Jahr 1963 ca. acht Millionen jungen Deutschen und Franzosen den Aufenthalt im Nachbarland ermöglicht.

Für die **berufliche Bildung** setzt das „deutsch-französische Sekretariat“ mit Sitz in Saarbrücken das **deutsch-französische Austauschprogramm in der beruflichen Bildung** für Schüler und Auszubildende um. Ungefähr 2 000 junge Franzosen und 2 000 junge Deutsche nehmen an diesem jedes Jahr teil. Der 30. Jahrestag dieses Programm wird 2010 begangen werden.

Schließlich ist die **dezentrale Kooperation** ein geeigneter Rahmen für die Umsetzung von Mobilitäts- und Austauschprogrammen sowie gemeinsamen Projekten. Die meisten Académies unterhalten **eine Partnerschaft mit einem deutschen Land**, um ihre gemeinsamen Aktionen zu strukturieren. Die **Begegnungen zwischen den Recteurs d'Académies und den Kultusministern** der Länder ermöglichen eine Vertiefung dieser Zusammenarbeit.

ZIELSETZUNGEN UND ERGEBNISSE

Die wichtigsten Zielsetzungen der deutsch-französischen Zusammenarbeit sind die Förderung der jeweiligen **Partnersprache** und der **Mobilität** sowie die **Angleichung der Schulsysteme**.

Im Bereich der **Sprache** haben die vom Deutsch-Französischen Minister-rat am 26. Oktober 2004 verabschiedeten Maßnahmen erste Ergebnisse gebracht: In Frankreich steigt seit dem Schuljahr 2007/2008 zum ersten Mal

seit 20 Jahren die Zahl der Deutsch lernenden Schüler in den höheren Schulen und dies trotz des Schülerrückgangs in den Oberschulen.

Die speziellen Angebote verzeichnen im Übrigen seit 2004 eine rasche Entwicklung: „classes bilangues“, AbiBac-Klassen, „sections européennes“ (europäische Zweige).

Die **Mobilität** betrifft sowohl die allgemeine Schulbildung als auch die berufliche Bildung:

- > **Allgemeine Schulbildung:** Neben den vom Deutsch-Französischen Jugendwerk entwickelten Programmen unterstützt das französische Bildungsministerium Austauschprogramme oder Aufenthalte im Partnerland. Dazu gehören insbesondere: Schüler mit einem Deutschen Sprachdiplom Niveau B1 des *Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen* haben die Möglichkeit einen Aufenthalt im Partnerland zu verbringen (Programm „Heinrich Heine“); ebenso besteht die Möglichkeit zur Anerkennung eines Jahres in der zehnten Klasse in Deutschland; weiterhin gibt es Mobilitätsprogramme für Lehrkräfte (Lehrkräfte an Schulen, kurze Berufsaufenthalte, Programm „Jules Verne“).
- > **Berufliche Bildung:** Der Deutsch-Französische Ministerrat vom 26. April 2005 hat es sich zum Ziel gesetzt, die Zahl der Austauschprogramme in diesem Bereich bis 2010 um 50 % zu erhöhen. Dieses Ziel wird zur Zeit umgesetzt.

Die **Angleichung der Bildungssysteme** findet in verschiedener Form statt: Deutsch-Französischer Tag jedes Jahr am 22. Januar, gleichzeitige Vergabe des französischen Baccalauréat und des deutschen Abiturs (AbiBac), Vergleichbarkeit der französischen und deutschen Berufsabschlüsse, Projekt zur Erarbeitung von gemeinsamen beruflichen Rahmenanforderungen.

Insbesondere sei auf das **deutsch-französische Geschichtsbuch** hingewiesen, das in den zwei Sprachen von den Verlagen Nathan und Klett veröffentlicht wurde.

Der erste und der zweite Band für die gymnasiale Oberstufe (11./12. bis 12./13. Klasse) wurden 2006 bzw. 2008 herausgegeben.

Der dritte Band (10./11. Klasse) wird 2010 veröffentlicht und kann dann ab dem Schuljahr 2010/2011 eingesetzt werden.

Mit diesem weltweit einzigartigen Schulbuch können die Schüler beider Länder die Geschichte Europas und der Welt anhand des gleichen Werks studieren.



Das deutsch-französische Geschichtsbuch

DIE ENTSTEHUNGSGESCHICHTE ...

Der Vorschlag eines deutsch-französischen Geschichtsbuchs wurde dem Präsidenten der französischen Republik und dem deutschen Kanzler anlässlich des 40. Jahrestags des Elysée-Vertrags vom Deutsch-Französischen Jugendparlament am 23. Januar 2003 vorgebracht. Das Projekt wurde durch die deutsche Ministerpräsidentenkonferenz am 26. Juni 2003 in Berlin und erneut durch das erste Treffen der deutschen Länder und französischen Regionen am 27./28. Oktober 2003 in Poitiers bestätigt.

Eine Projektgruppe bestehend aus Geschichtswissenschaftlern beider Länder wurde gebildet. Federführend sind auf französischer Seite Jean-Louis Nembrini, Generalinspektor im Ministerium für Bildung und Generaldirektor für Schulbildung, und auf deutscher Seite Rainer Seider, Leiter des Büros II des Bevollmächtigten für die deutsch-französische kulturelle Zusammenarbeit.

Diese Projektgruppe hat einen Anforderungskatalog erarbeitet, auf dessen Grundlage im 4. Quartal 2004 ein Aufruf zur Interessenbekundung gestartet wurde. Am Ende dieses Verfahrens übernahmen die Verlage Nathan und Klett gemeinsam die Umsetzung des Werks.

... EINES EINZIGARTIGEN WERKS ...

Es handelt sich um ein dreibändiges Geschichtsbuch für die gymnasiale Oberstufe (die drei Klassen des Lycées in Frankreich) mit gleichem Inhalt in der deutschen und französischen Fassung. Es entspricht den in beiden Ländern bestehenden Vorgaben für den Unterricht.

Es wird in Frankreich in Französisch und in Deutschland in Deutsch angeboten und steht für die Schulen genau wie jedes andere Lehrbuch zur Verfügung. Es ist dabei keineswegs nur für Schüler bestimmt, die die Partnersprache lernen.

Dieses Geschichtsbuch ist ein bedeutender Fortschritt für den Geschichtsunterricht in der Oberstufe, denn dieser ist nach wie vor hauptsächlich von der nationalen Tradition geprägt.

Es ist bis zum heutigen Tag das einzige Lehrbuch mit identischem Inhalt für zwei verschiedene Länder. Über die französischen und deutschen Grenzen hinaus hat es deshalb ein breites Echo ausgelöst.

Darüber hinaus ist es das einzige von allen sechzehn Bundesländern anerkannte Schulbuch.



... IN 3 BÄNDEN

Die drei Bände des für die gymnasiale Oberstufe bestimmten Geschichtsbuchs widmen sich jeweils folgenden Zeitabschnitten:

- > Antike bis zur Romantik (classe de seconde -10./11. Klasse)
- > 1815 bis 1945 (classe de première – 11./12. Klasse)
- > 1945 bis heute (classe terminale – 12./13. Klasse)

Der erste und der zweite Band wurden 2006 bzw. 2008 veröffentlicht.

Der dritte Band wird in beiden Ländern 2010 erscheinen – für eine Verwendung ab dem Schuljahr 2010/2011.



Die „classes bilangues“

ZIEL ERREICHT UND ÜBERTROFFEN

Die „classes bilangues“ Deutsch-Englisch in der sechsten und siebenten Klasse in Frankreich fanden eine weitaus größere Verbreitung als wie von dem im November 2004 aufgestellten Förderprogramm für die Partnersprache vorgesehen.

Während das Ziel eine Erhöhung von deren Zahl um 50 % zwischen 2004 und 2009 war, fand in der Realität eine Steigerung von 110 % zwischen dem Schuljahr 2004/2005 und dem Schuljahr 2008/2009 statt. Im September 2008 gab es 2484 „classes bilangues“. Die Zahl der Schüler dieser Klassen stieg zur gleichen Zeit von 29155 auf 64544, das ist eine Steigerung um 121 %.

Die „classes bilangues“ werden in praktisch allen Regionen angeboten, mit Ausnahme von einigen Schulverwaltungsbezirken außerhalb Kontinentalfrankreichs. Und selbst wenn das Ausmaß ihrer Verbreitung je nach geografischer Lage variiert, verwenden alle Schulverwaltungsbezirke die „classes bilangues“ als wichtiges Werkzeug für die Förderung des Deutschunterrichts in Frankreich.

DIE VORTEILE DIESES SPRACHANGEBOTS

Dank dieser „classes bilangues“ sind die Schüler und deren Familien nicht mehr gezwungen, zu Beginn der Sekundarstufe eine Wahl zwischen Deutsch und Englisch zu treffen. Die Schüler können den in der Grundschule begonnen Unterricht in Deutsch fortsetzen, ohne zu fürchten, dass sie nicht das notwendige Niveau in Englisch erreichen. Noch häufiger ist der Fall, dass die Schüler ab der sechsten Klasse mit dem Erlernen der deutschen Sprache beginnen und parallel dazu den Englischunterricht fortsetzen. Diese Möglichkeit wird von vielen Familien ergriffen. Die Tatsache, dass diese Klassen an einer sehr großen Zahl von Schulen (an 36 % der Collèges) angeboten werden, trägt zur Förderung des Deutschunterrichts bei.

MEHR SCHÜLER, DIE DEUTSCH LERNEN

Diese Bemühungen hinsichtlich der „classes bilangues“ Deutsch-Englisch wirken sich positiv auf die Zahl der Schüler aus, die Deutsch lernen. Während nämlich der Anteil der Deutsch lernenden Schüler in der gesamten Sekundarstufe zwischen 2004 und 2008 leicht zurückgegangen ist (-0,2 %), ist der Prozentsatz der Schüler der sechsten Klasse, die Deutsch als Fremdsprache gewählt haben, in der gleichen Zeit gestiegen.



WICHTIGE AUSWIRKUNGEN AUF DIE QUALITÄT DES DEUTSCHUNTERRICHTS UND DIE FREMDSPRACHENKENNTNISSE DER SCHÜLER

Im Schuljahr 2008/2009 lernten 71,2 % der Schüler mit Deutsch als Fremdsprache zu Beginn der Sekundarstufe gleichzeitig auch Englisch. Diese Entwicklung hat erkennbare Auswirkungen auf die Qualität des erteilten Unterrichts. So hat man begonnen, sich über die Didaktik des Deutschunterrichts umfangreiche Gedanken zu machen, um pädagogische Konsequenzen aus der durch die „classes bilangues“ entstandenen Situation zu ziehen. Die gleichzeitige Vermittlung von zwei Sprachen wird zunehmend berücksichtigt und zu einem der Leitgedanken der Pädagogik für den Deutschunterricht – sowohl auf linguistischer als auch auf methodologischer Ebene. Diese Überlegungen finden im Rahmen einer deutsch-französischen Partnerschaft statt, bei der insbesondere das Goethe-Institut in Paris vermittelnd wirkt und Kontakte und einen Austausch mit deutschen Wissenschaftlern und Didaktikern ermöglicht hat.

Man kann bereits die ersten Früchte dieses Konzepts im Bereich der Sprachkenntnisse der Schüler erkennen. Mehrere Schulverwaltungsbezirke haben die Schüler der neunten Klasse auf ihre Deutsch- und Englischkenntnisse geprüft und dabei übereinstimmend herausgefunden, dass die Schüler aus „classes bilangues“ Deutsch-Englisch ein höheres Fremdsprachenniveau in den beiden Sprachen erreichen als ihre Schulkameraden, die nur eine dieser beiden Sprachen als erste Fremdsprache gewählt und mit der zweiten erst in der achten Klasse begonnen haben. Das ist nicht erstaunlich bezüglich der Sprache, mit deren Erlernen in der sechsten anstatt in der achten Klasse begonnen wurde. Es ist jedoch bemerkenswert, dass dies auch für die andere Sprache gilt, mit deren Erlernen in beiden Fällen zur gleichen Zeit begonnen wurde.

Die Zertifizierung von Kompetenzstufen in Deutsch als Fremdsprache

ERFOLGREICHE EINFÜHRUNG

Seit dem Schuljahr 2005/2006 besteht in Frankreich für die Schüler der neunten und zehnten Klasse auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, ein Zertifikat für das erreichte Sprachniveau in Deutsch (A1 und B1 des *Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen*) zu erhalten. Die Ablegung der Prüfung ist für die Schüler gratis – die Kosten werden vom französischen Bildungsministerium getragen. Das erlangte Zertifikat ist das *Deutsche Sprachdiplom* der Kultusministerkonferenz (KMK).

Die Zahl der Kandidaten ist regelmäßig und rapide gestiegen: 8400 im Jahr 2006, 12600 im Jahr 2007, 16500 im Jahr 2008, 19500 im Jahr 2009. Die Kandidaten stellten 2009 ungefähr 17 % der Schüler der neunten und 32 % der Schüler der zehnten Klasse mit Deutsch als erste Fremdsprache dar.

Es besteht ein sehr großes Interesse seitens der Schulen, Lehrer und Schüler für dieses Sprachdiplom. Hinter dem mengenmäßigen Anstieg steht das Bemühen um Qualität: Eine besondere Ausbildung der Lehrer in Bezug auf die Auswertung der Prüfung ist unabdingbar.

EIN HERAUSRAGENDES INSTRUMENT ZUR FÖRDERUNG DER DEUTSCHEN SPRACHE UND ZUR VERBESSERUNG DES UNTERRICHTS


Die Prüfung der deutschen Sprachkenntnisse unterscheidet sich ziemlich deutlich von der in anderen Sprachen (Englisch und Spanisch).

- > Sie wird allen Schülern mit Deutsch als Fremdsprache angeboten und nicht nur denjenigen mit einem besonderen Bildungsgang.
- > Die KMK überträgt dem französischen Bildungsministerium die Verantwortung für die Ablegung aller Prüfungen und die Beurteilung der Kandidaten durch ausgebildete Lehrkräfte. Darüber besteht konsequent das Prinzip des gegenseitigen Vertrauens.

EINDEUTIGE POSITIVE AUSWIRKUNGEN

Die Einführung des Deutschen Sprachdiploms erweist sich in vielfältiger Weise als ein Erfolg:

- > Die Zielsetzungen werden in einem hohem Maße erreicht: Die persönlichen Leistungen der Deutsch lernenden Schüler werden anerkannt und die Effizienz des Sprachunterrichts verdeutlicht. Das Image dieses Fachs wird durch die in den verschiedenen Schulverwaltungsbezirken stark hervorgehobene hohe Erfolgsquote der Kandidaten aufgewertet: Mehr als 80 % können in der neunten Klasse zumindest in einer sprachlichen Tätigkeit das Niveau B1 nachweisen.

- 
- > Die positiven Auswirkungen auf die Unterrichtsgestaltung sind zahlreich: Es wird verstärkt die fließende mündliche Ausdrucksfähigkeit geübt und das mündliche Verständnis gefördert. Diese Entwicklungen sind in den direkt von der Vorbereitung auf das Zertifikat betroffenen Klassen zu spüren, aber scheinen über diesen Rahmen hinauszureichen und dies dank der Ausbildung der Deutschlehrer und der Informationen, die an diese in breitem Maße verteilt werden.
 - > Die bei einer sehr großen Zahl von Deutschlehrern bei der Vorbereitung auf das Deutsche Sprachdiplom und die Umsetzung der Prüfung erworbenen Kenntnisse ermöglichen allgemein eine Verbesserung der Bewertungspraxis.

PARALLELITÄT ZU DEN ENTWICKLUNGEN DES SPRACHUNTERRICHTS IN FRANKREICH

Die Möglichkeit, das Deutsche Sprachdiplom zu erlangen, begleitet und fördert fortschrittliche Entwicklungen beim Unterricht in den lebenden Sprachen. Das wichtigste Beispiel ist die Veränderung des Prüfungsverfahrens im Jahr 2009: Es wird nicht mehr das allgemeine Niveau B1 oder A2 abgefragt, sondern das Sprachprofil unter Berücksichtigung des Kompetenzniveaus B1 oder A2 in jeder einzelnen sprachlichen Tätigkeit zertifiziert. Dies entspricht den Grundlagen des *Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen* und deckt sich mit den Zielvorstellungen für den Sprachunterricht in Frankreich (Berücksichtigung der realen Fähigkeiten der Schüler, um eine Verbesserung in jeder sprachlichen Tätigkeit zu erreichen, Kompetenzgruppen etc.).



Das Exzellenzlabel „CertiLingua“

CERTILINGUA EXZELLENZLABEL FÜR MEHRSPRACHIGE, EUROPÄISCHE UND INTERNATIONALE KOMPETENZEN

Dieses Label bescheinigt neben Kenntnissen in zwei Fremdsprachen vom Niveau B2 des *Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen* auch Sachfachkompetenz in einer Fremdsprache sowie interkulturelle Handlungsfähigkeit, die im Rahmen von europäischen und internationalen Projekten erworben wurde. Es wird zusätzlich zum staatlichen Schulabschlusszeugnis verliehen. Das CertiLingua Exzellenzlabel soll den Absolventinnen und Absolventen den Zugang zu international orientierten Studiengängen erleichtern und berufliche Perspektiven im europäischen / internationalen Kontext ermöglichen.

EIN EUROPÄISCHES LABEL

Diese Label kann bereits in einer zunehmenden Zahl von Schulen in verschiedenen europäischen Ländern - Deutschland, Österreich, Finnland, Italien, Polen, Tschechische Republik - erworben werden und wird seit Beginn des Schuljahrs 2009/2010 in drei Schulverwaltungsbezirken Nord- und Ostfrankreichs angeboten. Dazu hat das französische Bildungsministerium im Mai 2009 ein Memorandum unterzeichnet, dass die Teilnahme von Frankreich an dem Projekt bestätigt. Es handelt sich insgesamt um sechs Lycées - vier Schulen im Schulverwaltungsbezirk Lille, eine im Schulverwaltungsbezirk Besançon und eine im Schulverwaltungsbezirk Nancy-Metz - die ihre Schüler auf dieses Label vorbereiten.

CERTILINGUA IN FRANKREICH

In Frankreich wird dieses Label für die „sections européennes“ (europäischen Schulzweige) für das Sprachenpaar Englisch-Deutsch angeboten, das sich besonders gut für Lernsynergien anbietet. Es fügt sich so in das Konzept der „classes bilingues“ Englisch-Deutsch ein. Das Label wird zu einer größeren Kohärenz des Bildungsgangs Collège/Lycée beitragen und damit die Stellung der deutschen Sprache im Lycée stärken. In Deutschland und insbesondere in Nordrhein-Westfalen, wo es über zwanzig CertiLingua-Schulen gibt, hat dieses Label die Position des Französischen gefestigt, indem die Schüler dazu angeregt werden, das Erlernen dieser Sprache fortzusetzen.

HANDLUNGSKOMPETENZEN FÜR EIN MEHRSPRACHIGES EUROPA

Das Label fördert die Motivation und Kooperation der Schüler rund um ein Projekt, das sich über die drei Jahre am Lycée erstreckt. Die Oberschüler bemühen sich so, ihre Kompetenzen in den vier sprachlichen Tätigkeiten (schriftlicher und mündlicher Ausdruck, Lese- und Hörverstehen) zu verbessern, aber auch europäische und internationale Kompetenzen zu entwickeln – gemäß dem *Common Framework for Europe Competence (CFEC)*. Neben Kenntnissen über Europa müssen sie Handlungsfähigkeiten als Bürger eines mehrsprachigen Europas nachweisen, die im Rahmen einer Schülerbegegnung, bei der Teilnahme an einem internationalen Projekt, bei einem internationalen Praktikum in einem Unternehmen oder bei einem internationalen Austausch (z. B. einem persönlichen Studiensemester oder Studienjahr) eingeschätzt werden konnten.



Luc CHATEL

FRANZÖSISCHER BILDUNGS MINISTER,
REGIERUNGSSPRECHER - **FRANKREICH**



Luc Chatel wurde am 15. August 1964 in Bethesda (USA) geboren

WAHLÄMTER

- | | |
|-------------------|--|
| seit März 2008 | Bürgermeister von Chaumont (Département Haute-Marne) |
| seit 2002 | Abgeordneter des Departments Haute-Marne
Mitglied des Wirtschaftsausschusses
Wiederwahl im Jahr 2007 |
| seit 1998 | Mitglied des Regionalrats der Champagne-Ardenne |
| von 1998 bis 2004 | Vizepräsident des Regionalrats der Champagne-Ardenne |
| von 1996 bis 2001 | Mitglied des Stadtrats von Chaumont (Haute-Marne) |
| von 1993 bis 1995 | Mitglied des Gemeinderats von Bayard-sur-Marne (Haute-Marne) |

MINISTERIELLE ÄMTER

- | | |
|--------------------------------|---|
| seit Juni 2009 | Französischer Bildungsminister, Regierungssprecher |
| von März 2008
bis Juni 2009 | Staatssekretär für Industrie und Verbraucherfragen beim Minister für
Wirtschaft, Industrie und Beschäftigung, Regierungssprecher |
| von Juni 2007
bis März 2008 | Staatssekretär für Verbraucherfragen und Tourismus |

PARTEIPOLITISCHE ÄMTER

- | | |
|--------------------------------|--|
| von März 2004
bis Juni 2007 | Sprecher der französischen Partei U.M.P. |
|--------------------------------|--|



Klaus WOWEREIT

BEVOLLMÄCHTIGTER DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND FÜR
KULTURELLE ANGELEGENHEITEN IM RAHMEN DES VERTRAGES
ÜBER DIE DEUTSCH-FRANZÖSISCHE ZUSAMMENARBEIT,
REGIERENDER BÜRGERMEISTER VON BERLIN - **DEUTSCHLAND**



Geboren am 1. Oktober 1953 in Berlin; ledig

JURIST

1973	Abitur an der Ulrich-von-Hutten-Oberschule in Berlin
1973 bis 1979	Studium der Rechtswissenschaft an der FU Berlin
1979	1. Juristische Staatsprüfung
1979 bis 1984	Mitglied der Bezirksverordnetenversammlung (BVV) der SPD von Berlin-Tempelhof
1981	2. Juristische Staatsprüfung
1981 bis 1984	Regierungsrat zur Anstellung beim Senator für Inneres von Berlin, Fraktionsvorsitzender der SPD der BVV in Berlin-Tempelhof
1984 bis 1995	Bezirksstadtrat für Volksbildung und Kultur in Berlin-Tempelhof
seit 1995	Mitglied des Abgeordnetenhauses von Berlin
1995 bis 1999	Stellvertretender Vorsitzender der SPD-Fraktion im Abgeordnetenhaus von Berlin
1999 bis 2001	Vorsitzender der SPD-Fraktion im Abgeordnetenhaus von Berlin
seit 16.06.2001	Regierender Bürgermeister von Berlin
seit 01.01.2007	Bevollmächtigter der Bundesrepublik Deutschland für kulturelle Angelegenheiten im Rahmen des Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit

MITGLIEDSCHAFTEN

- Mitglied der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands (SPD)
- Mitglied im Berliner SPD-Landesvorstand; Mitglied des Abgeordnetenhauses von Berlin für den Wahlbezirk Charlottenburg-Wilmersdorf
- Mitglied der Arbeiterwohlfahrt (AWO)
- Mitglied der Europäischen Akademie Berlin e.V.
- Mitglied des Fördervereins Bruno-H.-Bürgel-Schule e.V.
- Mitglied des Fördervereins Ulrich-von-Hutten-Oberschule e.V.
- Mitglied des Haus-, Wohnungs- und Grundstückseigentümervers eins Berlin-Lichtenrade e.V.
- Mitglied der Bernhard-Heiliger-Stiftung
- Mitglied des Tempelhofer Kunst- und Kulturvereins e.V. (TKK)
- Mitglied der Vereinten Dienstleistungsgewerkschaft (ver.di)

ANNEXE



Les partenariats entre académies et Länder

ACADÉMIE | PARTENAIRES ET AXES DE COOPÉRATION

AIX-MARSEILLE Convention avec le Land de **Hambourg** (14/07/2005) :

- > échanges scolaires en primaire (notamment Tele-Tandem)
- > dans l'enseignement général – mobilité Sauzay-, échanges scolaires dans le cadre de l'OFAJ et des appariements
- > dans l'enseignement professionnel (stages professionnels pour jeunes et jeunes adultes, visites d'experts) avec l'association Arbeit und Leben, OFAJ, SFA, Leonardo pour les filières professionnelles : hôtellerie-restauration, soins et santé, éducation spécialisée, aéronautique, tourisme, paramédical, secteurs éducatif, sanitaire et social
- > accueil d'élèves allemands stagiaires en stage d'observation dans les EPLE par le biais de l'association « Cluny »

Convention avec le Land de **Rhénanie-du-Nord – Westphalie** (11 juin 2007) : mobilité des jeunes en formation professionnelle. La convention prévoit aussi une ouverture sur l'enseignement général : échanges relatifs aux sections européennes.

- > échanges scolaires dans le cadre de l'OFAJ et des appariements
- > mobilité individuelle OFAJ (Sauzay et Voltaire)
- > programmes européens Comenius

Projet de partenariat avec le Land de Basse-Saxe :

- > colloque franco-allemand sur la mobilité professionnelle les 3 et 4 décembre 2009 à Hanovre avec signature du partenariat. Cet accord prévoit des actions réciproques dans la formation professionnelle (stages en entreprise élèves et enseignants), dans le premier degré (jumelage électronique, visioconférence), dans l'enseignement général : programme Sauzay et mobilité des enseignants – Visite préparatoire du 5 au 7 septembre 2009 de M. Werner Ritter, chargé de la coopération européenne et internationale au ministère de l'éducation de Basse-Saxe
- > actions déjà engagés : Sauzay, Voltaire, échanges scolaires OFAJ et appariements

Projet de partenariat avec le Land de Saxe-Anhalt :

Visite d'étude d'une délégation de parlementaires en septembre 2009 (ministère de l'éducation) comportant des rencontres d'experts, des visites d'établissements et portant sur les politiques « égalité des chances, réseau ambition réussite » et formation professionnelle.

ACADÉMIE I PARTENAIRES ET AXES DE COOPÉRATION

Cette visite a initié la mise en place d'un partenariat officiel, concernant :

- > l'enseignement général (stages concernant les enseignants de DNL en SE)
- > la formation professionnelle
- > la poursuite des échanges de bonnes pratiques de lutte contre l'échec et le décrochage scolaires

Coopération avec les autres Länder allemands : appariements, programmes Sauzay et Voltaire, mobilité professionnelle (OFAJ, SFA, Leonardo) avec : Bade-Wurtemberg, Bavière, Berlin, Brandebourg, Brême, Hesse, Rhénanie-Palatinat, Schleswig-Holstein, Thuringe.

Cette politique de partenariats académiques constitue un axe fort du projet stratégique de l'académie en matière d'ouverture internationale pour les établissements scolaires.

AMIENS

Déclaration de coopération éducative avec la Thuringe

(13 novembre 2008) :

Plan d'action 2009

- > Échanges d'élèves (Programme Sauzay/Heine)
- > Échanges scolaires entre les différents établissements partenaires (apprentis, stages professionnels...)
- > 25-28/01 2009 : séminaire de contact à Erfurt – Création de nouveaux partenariats entre établissements
- > Février 2009 : stage d'observation de chefs d'établissement en formation de Thuringe dans des établissements de l'académie (organisé avec l'IUFM d'Amiens)
- > Juin 2009 : signature d'une convention AbiBac : Humboldt Gymnasium de Weimar – Lycée Félix-Faure de Beauvais
- > Octobre 2009 : participation de 10 élèves de l'académie à une rencontre européenne de jeunes à Weimar en Thuringe
- > 9-13/11/2009 : lancement du projet historique « D'une culture de guerre à une culture de paix » partenariat entre 3 établissements scolaires et 2 musées : L'Historial de la Grande Guerre de Péronne et le Mémorial « Point-Alpha » de Geisa
- > 11-14/11/2009 : séminaire de contact à Beauvais – Création de nouveau partenariats entre écoles du 1^{er} degré

Relations privilégiées avec la **Rhénanie du Nord-Westphalie** pour les échanges Sauzay.

BESANÇON

Convention avec Brême (19 décembre 2006, renouvelée le 19 décembre 2008) : échanges d'élèves, d'enseignants ; rencontre entre responsables éducatifs ; formation continue des enseignants ; nouvelles technologies.

BORDEAUX

Convention avec la **Hesse** (13 novembre 2008) :

échanges d'élèves, d'enseignants (enseignement général et enseignement

professionnel), rencontre entre responsables éducatifs, formation continue d'enseignants, promotion de la langue du partenaire (avec la Deutsch Mobil)

Actions 2008

- > Organisation d'une visite d'étude pour 10 représentants du primaire (Kultusministerium, directeurs d'établissements, conseillers langues, enseignants) (octobre 2008)
- > Participation de représentants du Kultusministerium aux tables rondes du colloque européen organisé par l'académie dans le cadre de la PFUE (13-14 novembre 2008)
- > Dans le cadre de la formation des personnels de direction, stages d'observation d'une semaine de chefs d'établissement (non nécessairement germanophones) dans des établissements hessois avec réciprocité (années 2007-2008-2009)
- > Dans le cadre du nouveau dispositif de séjour professionnel, mise en relation de demandes d'enseignants avec des partenaires hessois (séjour de 15 jours)
- > Mobilité d'élèves : quelques échanges Sauzay et Voltaire avec la Hesse (voir projets plus loin)
- > Stages en entreprises pour élèves et étudiants (projets Leonardo et stages BTS)
- > Projets européens multilatéraux avec partenaires hessois

Projets 2009-2010

- > Projet de coopération privilégiée avec la Hesse pour développer les échanges Sauzay et Heinrich Heine
- > Participation d'élèves hessois au rallye mathématique organisé annuellement en Aquitaine pour les élèves de troisième et seconde.
- > Projet d'addendum à la convention pour l'enseignement professionnel du Land de Hesse. Visite du responsable du secteur au Kultusministerium projetée en mai 2009
- > Échanges d'expositions scientifiques à destination des jeunes et du grand public entre le musée Mathematicum de Giessen et CAP sciences de Bordeaux dans le cadre d'une coopération culturelle et scientifique en association avec l'Institut français de Francfort

CAEN

Convention avec le **Bade-Wurtemberg** (cosignée avec les académies de Reims et de Rouen) pour les échanges individuels Sauzay (octobre 2003). 68 partenaires ont été identifiés à travers ce partenariat sur 142 participants dans l'académie.

Convention Cadre pour le développement d'échanges scolaires et d'actions de coopération éducative entre l'académie de Caen et le Ministerialbeauftragte für die Gymnasien en **Basse-Franconie** (Bavière) signée en avril 2008.

En 2008-2009 la coopération entre les deux régions permis de proposer :

- > 32 partenaires pour des échanges individuels dans le cadre du programme Brigitte-Sauzay sur 142 participants dans l'académie

ACADÉMIE I PARTENAIRES ET AXES DE COOPÉRATION

- > 19 échanges culturels et linguistiques entre établissements subventionnés par l'OFAJ sur un total de 84 projets.

Une réunion de représentants des régions de l'académie aura lieu au mois de mai 2010. Organisée en liaison avec le CSAIO, le thème de cette réunion sera l'orientation. Le *Ministerialbeauftragte für die Gymnasien* en Basse-Franconie sera invité.

CLERMONT-FERRAND

Convention avec la **Thuringe** (22 janvier 2007) : échanges individuels d'élèves, échanges en formation professionnelle, appariements, coopération entre l'IUFM d'Auvergne et son homologue en Thuringe.

Projet de convention tripartite (académie, Kultus Ministerium de Thuringe, Petite-Pologne).

CRÉTEIL

Déclaration d'intention de coopération signée avec le **Brandebourg** le 3 juin 2008 à Créteil.

Échanges d'expériences et de cadres

Échanges culturels et linguistiques

Échanges dans le cadre de programmes gérés par l'OFAJ (Sauzay, Voltaire)

Trois projets proposés :

- > Mise en œuvre d'un tournoi d'échecs scolaires (rencontre virtuelle, puis rencontre physique)
- > Réalisation d'un guide européen de bonnes pratiques sur la prise en charge de populations à besoin pédagogiques spécifiques
- > Rencontre entre enseignants dans le cadre d'un stage tandem organisé par l'Institut Goethe

DIJON

Convention avec la **Rhénanie-Palatinat** (1995, avenant en 2003) : mobilité d'élèves et d'enseignants, formations binationales (professeurs d'allemand et de DNL, professeurs des écoles, chefs d'établissement) en coopération avec l'IFB (institut de formation continue).

Projet d'une extension du partenariat vers la République tchèque.

Convention (cosignée avec les académies de Lyon et de Strasbourg) avec le **Bade-Wurtemberg** (janvier 2005) : mise en place d'une plate-forme franco-allemande pour les échanges professionnels de jeunes.

GRENOBLE

Projet de renouvellement de la **convention** avec la **Saxe**. Identification en cours des établissements scolaires désireux d'établir un partenariat.

Projet de la participation d'enseignants de l'académie de Grenoble à des actions de formation en Saxe et réciproquement.

Nombreux échanges scolaires de groupes et individuels (Voltaire, Sauzay).

LILLE

Relations privilégiées avec la **Rhénanie du Nord-Westphalie** : échanges individuels d'élèves, mobilité d'enseignants, stages en milieu professionnel (projet Praxis).

ACADÉMIE I PARTENAIRES ET AXES DE COOPÉRATION

Projet de convention en cours.
Projet bilatéral culturel dans la perspective d'Essen, capitale européenne de la culture en 2010.

LIMOGES

Convention avec la **Bavière** (18 juin 2004).
Coopération particulièrement active avec la Moyenne-Franconie.

LYON

Convention (cosignée avec les académies de Dijon et de Strasbourg) avec le **Bade-Wurtemberg** (janvier 2005) : mise en place d'une plate-forme franco-allemande pour les échanges professionnels de jeunes.

MARTINIQUE

Académie à la recherche d'un partenaire allemand.
Plusieurs échanges scolaires déjà réalisés avec la **Bavière**

MONTPELLIER

Convention (11 mai 2006) avec la **Sarre**, centrée sur les échanges individuels d'élèves.
Evolution prévue vers des implications plus collectives (établissements, communes).

NANCY-METZ

Conventions de coopération éducative avec la **Sarre** (1991, 2003) et la **Rhénanie-Palatinat** (2000, 2003) :

- > échanges de maîtres en maternelle et primaire
- > mise en place d'écoles biculturelles en Moselle et en Sarre
- > échanges individuels (programme Schuman),
- > dispositif Bac+ /Abi+ pour les sections technologiques dans 5 établissements mosellans
- > partenariats multilatéraux
- > stages en entreprises pour élèves et étudiants
- > formation d'enseignants
- > manifestations conjointes à l'occasion de la journée franco-allemande.

Convention avec le BJR (Bayerischer Jugendring) (2008) pour le programme Brigitte Sauzay.

NANTES

Convention avec le **Schleswig-Holstein** (30 juin 2009). Les partenaires sont venus, cette année, dans l'académie de Nantes à l'occasion de la célébration de la journée franco-allemande. Nombreux échanges de moyenne durée dont 134 « Sauzay » avec ce Land en 2008 (sur un total de 176 binômes).

Autres échanges et relations :

- > 408 appariements entre établissements dont 382 homologations officielles
- > 25 partenariats Comenius

NICE

Convention avec la **Bavière** (8 octobre 2008) :

- > Envoi d'élèves dans le cadre des programmes Brigitte Sauzay, Voltaire et Henrich Heine
- > Accueil d'étudiants allemands dans des établissements

ACADÉMIE I PARTENAIRES ET AXES DE COOPÉRATION

- > Stages professionnels d'élèves dans les entreprises
- > Accueil de professeurs romanistes
- > Mise en place d'une section AbiBac
- > Des projets européens en cours intégrant un partenariat avec un établissement en Allemagne (Comenius, jumelage électronique...)
- > 132 appariements officiels ; l'Allemagne est en première position dans les pays choisis pour les appariements
- > Organisation d'une journée académique en direction des professeurs germanistes

ORLÉANS-TOURS

Convention avec la **Saxe-Anhalt** (19 septembre 2007) :

- > Accueil d'étudiants allemands dans des établissements hôteliers ou assimilés de l'académie sur une durée de 4 à 6 semaines ; réciprocité envisagée pour des filières de spécialités du Land
- > Visites d'étude et séminaire pour des chefs d'établissement allemands et français et des corps d'inspection sur "la prévention des sorties sans qualifications"
- > Programme d'échanges individuels entre stagiaires de l'IUFM et de LISA,
- > Mise en place d'une section AbiBac entre les 2 régions (à l'étude)
- > Organisation d'une journée académique pour célébrer l'anniversaire des Accords de l'Elysée

Coopération avec la **Saxe** et la **Saxe-Anhalt** pour la mise en œuvre du programme Sauzay.

PARIS

Relations privilégiées avec **Berlin** pour le programme d'échanges individuels Sauzay ainsi qu'entre l'IUFM et son homologue berlinois.

POITIERS

Convention avec le **Mecklembourg-Poméranie occidentale** signée le 4 mai 2007 : mise en place d'une section AbiBac dans les deux régions ; échanges scolaires (individuels et collectifs), concours commun sur le thème du patrimoine, formation de chefs d'établissement ; formations d'enseignants ; collaboration d'établissements d'enseignement professionnel ; contacts entre établissements d'enseignement supérieur des deux régions.

REIMS

Convention avec la **Basse-Saxe** (24 octobre 2006) : échanges scolaires et universitaires, échanges d'apprentis et de personnes en formation tout au long de la vie, formation de responsables du secteur éducatif, appariements d'établissements.

Convention avec le **Bade-Wurtemberg** (cosignée avec les académies de Caen et de Rouen) pour les échanges individuels Sauzay (octobre 2003). Élargissement à un 3^e Land envisagée pour les échanges Sauzay.

RENNES

Signature d'un nouveau **plan de travail bilatéral** avec le Ministère de l'Éducation du Brandebourg le 9 juin 2006 à Rennes.

ACADÉMIE I PARTENAIRES ET AXES DE COOPÉRATION

LA RÉUNION

Relations privilégiées avec la **Rhénanie du Nord-Westphalie**.

Mobilité d'enseignants : 1 enseignant dans le cadre du programme Jules Verne et accueil de 2 enseignants allemands.

Il existe 21 appariements répartis entre 17 établissements.

Nombreux échanges scolaires : en 2008, 16 classes réparties dans 12 établissements (8 collèges et 4 lycées) partent en Allemagne pour une durée comprise entre 10 et 30 jours (durée moyenne : 13 jours). Cela représente une mobilité pour 298 élèves de 3^e, 2nde, 1^{ère} ou Terminale dont 263 en section européenne.

2 sections AbiBac

Mobilités individuelles dans le cadre des programmes Voltaire, Brigitte Sauzay et Heinrich Heine.

Echanges en formation professionnelle.

ROUEN

Convention avec la **Basse-Saxe** (19 novembre 1998 et 18 mars 2003) : échanges d'élèves, en particulier Sauzay, formation initiale des enseignants, formation continue des personnels enseignants et d'encadrement, projets européens de coopération éducative Comenius et Leonardo.

Convention avec le **Bade-Wurtemberg** (cosignée avec les académies de Caen et de Reims) pour les échanges individuels Sauzay (octobre 2003).

STRASBOURG

Conventions avec la **Rhénanie-Palatinat** (13 novembre 1995) et avec le **Bade-Wurtemberg** (05 avril 2004) : appariements, échanges scolaires (1^{er} et 2nd degrés), échanges et formation d'enseignants. Échanges individuels : Sauzay, échanges de 2 semaines avec les deux Länder.

Convention (cosignée avec les académies de Dijon et de Lyon) avec le **Bade-Wurtemberg** (janvier 2005) : mise en place d'une plate-forme franco-allemande pour les échanges professionnels de jeunes. Projet de dispositif d'apprentissage transfrontalier dans le cadre de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

TOULOUSE

Convention avec la **Basse-Saxe** (11 novembre 1999).

Convention spécifique entre Toulouse, Rouen et la Basse-Saxe sur les échanges individuels Sauzay.

Partenariat avec Hambourg pour les échanges Sauzay et les échanges d'élèves dans l'enseignement professionnel (aéronautique).

VERSAILLES

Convention avec la **Rhénanie du Nord-Westphalie** (signée à Düsseldorf le 5 juin 2009).

Échanges au niveau des élèves :

- > 20 voyages réalisés dans le cadre de 49 appariements avec la Rhénanie du Nord-Westphalie (RNW) en 2008-2009 (sur un total de 109 voyages en Allemagne dans le cadre des appariements)
- > 18-21 mars 2010 : voyage de 450 élèves de l'académie en RNW à l'invitation du Land

- 
- > développement des stages dans le pays partenaire (stages de découverte professionnelle en seconde comme stages en entreprises obligatoires de l'enseignement professionnel)

Échanges au niveau de l'encadrement :

- > projet de stage d'une semaine en mai 2010 pour 5 inspecteurs du 1^{er} et 2nd degré dans le cadre de leur formation
- > projet de stage de deux semaines en février 2010 de professeurs DNL en section européenne de l'enseignement professionnel
- > envoi de professeurs Jules-Verne en 2010-2011
- > enseignement professionnel : développement des échanges entre responsables de ce secteur
- > CertiLingua : recherche d'établissements volontaires français pour participer à l'expérimentation initiée par la RNW

Relations privilégiées avec le **Bade-Wurtemberg pour le programme « Brigitte-Sauzay »** (160 au total en 2008-2009).

INFOS PRATIQUES



CONTACTS

ORGANISATION (Logistique, hébergement, transferts)

Raphaële de HUGO

EGIDE

06 13 01 34 14

Didier DEON

Direction des Relations européennes et internationales

et de la Coopération

Ministère de l'Éducation nationale

06 20 28 40 66

La Sorbonne

Grand salon

47, rue des Écoles

75005 Paris

CONTACT PRESSE

Service de presse du Ministère de l'Éducation nationale

01 55 55 30 10

PLAN GÉNÉRAL

